



**PRÉFÈTE  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 26/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Syndicat Mixte Bassin de l'EHN**

38 rue du Maréchal Koenig

BP 79

67210 OBERNAI

Références : 0006704883/AB/CE  
Code AIOT : 0006704883

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement Syndicat Mixte Bassin de l'EHN implanté Station d'épuration de Meistratzheim - 67210 MEISTRATZHEIM. L'inspection a été annoncée le 24/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en demeure du 02/01/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat Mixte Bassin de l'EHN
- Station d'épuration de Meistratzheim - 67210 MEISTRATZHEIM
- Code AIOT : 0006704883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syndicat Mixte du bassin de l'EHN (SMBE) exploite un méthaniseur de jus de choucroute à Meistratzheim.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.1	Demande de transmission du bon de commande de l'étude hydrogéologique	31/12/2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limitation du torchage du biogaz	AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1	Sans objet
2	Efficacité énergétique	AP de Mise en Demeure du 01/01/2023, article 1	Sans objet
4	Réseau de transport de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2	Sans objet
5	Mise en place MTD	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2	Sans objet
6	Projets de modification de la STEP	Autre du 19/06/2024	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 05/01/2023 portant sur la limitation du torchage du biogaz et sur la réalisation du bilan énergétique est respectée.

L'exploitant devra réaliser l'étude hydrogéologique et poser les piézomètres qui en découlent. Il transmettra le bon de commande de l'étude hydrogéologique avant le 31/12/2024. Il informera l'inspection au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : limitation du torchage du biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, torchage biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Point V de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 : Limitation de l'usage et conception des torchères L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières, et l'exploitant applique toutes les techniques suivantes : - surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ; - la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ; - l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés ; - les unités de mise à la torche autorisées ou remplacées après le 17 août 2018 prévoient un système de récupération des gaz d'une capacité suffisante et utilisent des soupapes de sûreté à haute intégrité.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un plan d'actions en 2023 portant sur la réduction du biogaz mis à la torchère. Il a travaillé sur 3 thématiques : - l'optimisation des cogénérations en modifiant les règles d'astreinte (la personne d'astreinte se

<p>déplace systématiquement en cas d'alarme), le contrat de maintenance (augmentation de la maintenance préventive, intervention sous 48h hors samedi dimanche et jour férié) et en réglant les automatismes de la cogénération ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place de nouveaux consommateurs : l'exploitant envisage de louer une nouvelle cogénération dans le cadre du prochain contrat de DSP ;</li> <li>- la gestion des consommateurs : en modifiant le programme des automates pour prioriser l'utilisation du biogaz sur les chaudières et en optimisant le process (modification du marnage du bassin tampon, ajustement de la dilution, priorisation de l'injection de soude pour la régulation du pH).</li> </ul> <p>L'exploitant a mis en place un suivi des arrêtés cogénération et l'a comparé au fonctionnement de la torchère.</p> <p>En 2023, il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 11979 Nm<sup>3</sup> de biogaz ont été mis à la torchère pour des raisons d'indisponibilité machine ;</li> <li>- 27 Nm<sup>3</sup> ont été mis à la torchère pour des raisons d'exploitation soit 0.03% de la production annuelle ;</li> </ul> <p>En 2023, 12001 Nm<sup>3</sup> ont été torchés contre 93505Nm<sup>3</sup> en 2022. Les torchages ont été réduits d'un facteur 8 environ.</p> <p>En 2024, 7302 Nm<sup>3</sup> ont été mis à la torche pour des indisponibilités machine et 1087 Nm<sup>3</sup> ont été mis à la torche pour des raisons d'exploitation soit 0.07% de la production de biogaz à fin mai 2024.</p> <p>Les actions menées par l'exploitant répondent aux dispositions de la mise en demeure (surveillance en continu du gaz mis à la torchère, optimisation de la torchère par des actions de maintenance, optimisation de l'automate) ont permis de réduire significativement les torchages. La location d'un moteur supplémentaire est envisagée à moyen terme pour augmenter la consommation de biogaz.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : efficacité énergétique

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/01/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, efficacité énergétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 : Efficacité énergétique</u></p> <p>L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;</li> <li>- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;</li> <li>- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un outil de pilotage pluriannuel a été mis en place. Les données prises en compte sont : la production de biogaz, sa consommation, la consommation de gaz naturel et d'électricité, détaillées par type de consommateur.</p> <p>3 thématiques sont abordées :</p>

- l'achat de gaz naturel et électricité ;
- la production de biogaz, électricité et thermique ;
- la consommation de biogaz et électricité.

Ce fichier regroupe les données de consommation quotidiennes et permet une analyse mensuelle de l'évolution des consommations avec une comparaison par rapport aux consommations des années précédentes.

Le fichier est présenté en séance.

Les prescriptions relatives au bilan énergétique sont ainsi respectées.

Les actions menées par l'exploitant répondent aux dispositions de la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance eaux souterraines

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser, tous les deux ans, une surveillance de la qualité des eaux souterraines en période de basses eaux et en période de hautes eaux.

La surveillance est réalisée à partir d'un réseau de 3 piézomètres comportant un piézomètre en amont hydraulique et deux piézomètres en aval hydraulique.

Les piézomètres sont implantés sur la base d'une étude hydrogéologique, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants :

Paramètres	Code SANDRE
Chlorures	1337
pH	1302
Conductivité	1798
Hydrocarbures totaux	7009
Fer	1393
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (somme des 16 dont le ben(a) pyrène)	6136
Eléments traces métalliques totaux	665

#### **Constats :**

L'exploitant s'est focalisé sur le respect de la mise en demeure relative au torchage du biogaz et a pris un peu de retard dans l'étude hydrogéologique et l'implantation des piézomètres.

L'exploitant va lancer la consultation pour l'étude hydrogéologique à l'automne et plantera les piézomètres conformément aux préconisations de l'étude.

Considérant les engagements pris de l'exploitant, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade. L'exploitant devra transmettre à l'inspection le bon de commande de l'étude hydrogéologique d'ici le 31/12/2024.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>N° 4 :</b> réseau de transport de produits chimiques
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, des vérifications sur le réseau de transport de produits chimiques enterré afin de s'assurer que le dispositif d'étanchéité du réseau a été réalisé dans les règles de l'art (utilisation de matériaux adaptés, présence d'une double enveloppe étanche...) et, si nécessaire détermine les actions correctives nécessaires.</p> <p>Les résultats de ces investigations et les éventuelles actions correctives prévues sont transmis à l'Inspection dans le même délai.</p> <p>Le cas échéant, les actions correctives sont mises en œuvre dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a remplacé 150 m de réseau enterré en préventif.  Une étude est en cours pour séparer les deux lignes d'injection de chlorure ferrique et changer l'ensemble du réseau enterré en double peau.  L'exploitant va remplacer la cuve de chlorure ferrique en 2025 par une cuve double paroi et remplacera le réseau enterré par un réseau double peau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 :** mise en place MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, mise en oeuvre MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les MTD précisées ci-après au plus tard à partir du 17/08/2022.

N° de la MTD applicable	Intitulé, descriptif et applicabilité (le cas échéant) de la meilleure technique disponible (MTD) prescrite relative au traitement des déchets parue au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147
38	<div>TRAITEMENT ANAEROBIE - METHANISATION</div> <div>Afin de réduire les émissions dans l'air et d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à surveiller ou moduler les principaux paramètres des déchets et des procédés.</div> <div>Description :</div> <div>Mise en oeuvre d'un système manuel ou automatique de surveillance pour :</div> <div> <ul style="list-style-type: none"> <li>- garantir le fonctionnement stable du digesteur (= méthaniseur) ;</li> <li>- réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tel que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ;</li> <li>- prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des</li> </ul> </div>

	<p>défaillances du système pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.</p> <p>Il s'agit notamment de surveiller ou moduler les principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH et la basicité de l'alimentation du digesteur ;</li> <li>- la température de fonctionnement du digesteur ;</li> <li>- les taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ;</li> <li>- la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ;</li> <li>- la quantité, la composition (par ex. H<sub>2</sub>S) et la pression du biogaz ;</li> <li>- les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé l'ensemble des techniques listées à la MTD n°38.</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>	

#### N° 6 : projets de modification de la STEP

<b>Référence réglementaire :</b> R181-46 code environnement
<b>Thème(s) :</b> Autre, modification de la STEP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« (...) II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. (...) »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant envisage de modifier ses installations et présente ses projets de modifications. 2 notes techniques sont remises à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une note sur les travaux prévus sur le système d'assainissement ;</li> <li>- une note sur les travaux relatifs à l'efficacité énergétique prévus sur la STEP.</li> </ul> <p>Ces modifications n'entraîneront pas d'augmentation de la capacité journalière entrant dans le méthaniseur.</p> <p>Il est également prévu de mettre en place un système d'injection du biogaz dans le réseau situé à proximité.</p> <p>L'exploitant prévoit également de mettre en place des panneaux solaires sur le terrain à proximité immédiate de l'ICPE. Les panneaux solaires fonctionneraient a priori en auto consommation.</p> <p>L'exploitant devra déposer un rapport à connaissance décrivant l'ensemble des modifications envisagées avec tous les éléments d'appréciations nécessaires. Il devra notamment préciser si les distances d'effets de l'étude de dangers sont impactées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

\*\*\*